

Communiqué de presse

Clôture du forum politique de l'ONU sur le développement durable : la France n'est pas au rendez-vous

Paris, le mercredi 20 juillet 2016 – Organisé par les Nations unies, le Forum politique de haut niveau prend fin après dix jours de débats pour se donner toutes les chances d'atteindre les 17 objectifs de développement durable et ainsi ne laisser personne de côté. Comme 21 autres pays volontaires cette année, la France a remis sa copie pour une mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau de l'ensemble de ses politiques publiques. Une contribution médiocre pour Coordination SUD, au regard des engagements pris par d'autres pays.

Un an après leur adoption, le Forum politique de haut niveau constituait un premier acte pour traduire de façon concrète les objectifs de développement durable (ODD) et ainsi mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités, l'injustice et faire face au changement climatique d'ici à 2030, au sein des pays du Nord comme du Sud.

Pour Coordination SUD, la déclaration finale des Etats bien qu'elle exprime des grands principes, manque de cohérence :

« Il n'y pas de mention de la cohérence des politiques publiques pour le développement. En outre, la déclaration n'insiste pas suffisamment sur la nécessité de s'attaquer aux causes systémiques de la pauvreté et des inégalités. Le Sommet humanitaire mondial n'est pas mentionné parmi les grands rendez-vous internationaux avec lequel l'Agenda du développement durable doit s'articuler », regrette Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

Par ailleurs, le forum a été l'occasion pour les pays présentant leur revue nationale de façon volontaire, de formuler des engagements et d'esquisser les contours d'une feuille de route ou l'incarnation d'un véritable discours politique sur les piliers sociaux, environnementaux et économiques du développement durable. A ce titre, les rapports de pays comme la Norvège, la Colombie ou les Samoa peuvent faire exemple, bien que perfectibles sur certains aspects. L'Allemagne s'est quant à elle d'ores et déjà engagée à présenter un nouveau rapport en 2021.

La France n'a pas été au rendez-vous de cette discussion de haut niveau, Ségolène Royal endossant, lors de sa présentation, tantôt l'habit de présidente de la COP ou de ministre de l'Environnement, laissant de côté les problématiques économiques et sociales et les enjeux de de la solidarité internationale. Omettant même de présenter le contenu du rapport français.

Pour Philippe Jahshan, « La France, trop loin du compte, s'est distinguée par son manque de vision politique sur les ODD. Le gouvernement français ne s'est pas saisi du sujet et n'a produit aucun engagement en termes de redevabilité ».

Coordination SUD attend qu'un plan d'action soit mis en place au plus vite, en lien avec le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement cet automne.

Pour Philippe Jahshan d'insister « L'Agenda France 2030 doit absolument se doter d'une réelle dynamique interministérielle et pluri-acteurs permettant une véritable implication de la société civile : deux ingrédients encore absents à ce stade, et pourtant indispensables à la réalisation de l'agenda ».

Enfin Coordination SUD déplore le fait que la ministre n'ait pas trouvé le temps de rencontrer les organisations de la société civile française présentes au forum, malgré nos demandes.

Contact presse

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.